



**DR. ANGELICA SCHWALL-DÜREN**

DÉPUTÉE  
VICE-PRÉSIDENTE DU GROUPE PARLEMENTAIRE  
SOCIAL-DÉMOCRATE (SPD) AU BUNDESTAG,  
CHARGÉE DES AFFAIRES EUROPÉENNES



**Ne laissez pas tomber l'Europe!  
paru dans Le Monde du 6 février 2007 sous le titre :  
« Français, votre europessimisme nous désespère »**

J'entends de plus en plus souvent de la bouche de concitoyens français – et même pire: de personnalités politiques que moi-même je croyais „eurooptimistes“! – des mots peu amènes sur la construction européenne.

Elle serait rigide, décevante, bureaucratique. Elle ne laisserait plus de place à des visions comme au temps de Jean Monnet ou de Robert Schuman. Et surtout, l'argument massue: elle ne rapporterait pas de voix électorales, ce qui en ces temps de campagne perpétuelle en France sonne comme un arrêt de mort.

Ma première réaction fut le désespoir. Comment avancer en Europe sans la France? Que faire, s'il est de bon ton, même au sein des partis europhiles français, de fustiger le projet européen?

Déjà, le „non“ du peuple français au référendum sur la Constitution Européenne avait ébranlé nos certitudes d'une construction européenne rectiligne et (presque) sans rature. Mais que les hommes et femmes politiques de l'Hexagone décident de se rallier à cette morosité europessimiste, au lieu de se battre pour la cause européenne, voilà qui laisse pantois.

Je ne parle pas des partis traditionnellement eurosceptiques. Ils restent fidèles à leurs traditions franco-centrées. Cela est regrettable, mais c'est un profil connu au sein de tous les pays européens et contre lequel nous ne pouvons, hélas, pas grand-chose.

Non, je parle des grands partis. De ceux sur la base desquels se décide la position de la France à l'échelle internationale. Et c'est là que se pose la question fondamentale: envisage-t-on sérieusement une politique tricolore sans bannière étoilée? Chez nous, en Allemagne, cela n'est pas pensable. Bien sûr, il y a des raisons historiques à cette indispensable interdépendance entre Berlin et Bruxelles. Mais c'est aussi une question d'honnêteté intellectuelle : l'avenir sera européen ou il ne sera pas. Et il me semble que cela concerne la France autant que l'Allemagne.

Et quand je dis l'„Europe“, je parle de l'Union Européenne à 27 Etats-membres. Car c'est cela qu'il s'agit de régler en grande priorité: Il ne sert à rien de se focaliser sur l'Europe à Six d'avant-hier ou sur des élargissements futurs. L'heure est à la réparation du moteur européen actuel. Et ne nous déclarons pas vaincus ou désabusés dès le premier revers ! Il y en aura d'autres.

Cette réparation est sans alternative : nombre de compétences de nos Etats-nations ont été transférées à Bruxelles, que nous l'acceptons aujourd'hui ou non. Ceci est un fait et il est (heureusement) irréversible. La question est de savoir comment nous pouvons agir au niveau national pour que le déficit démocratique qui accompagne ce transfert soit comblé. Il ne le sera pas en blâmant les soi-disant institutions

européennes : les institutions européennes, c'est nous ! Par contre, il s'agit de rapprocher Bruxelles des citoyens :

- En rendant l'Union Européenne intelligible par exemple, tant dans les médias que dans les discours politiques.
- En s'engageant corps et âme pour qu'elle soit enseignée dans les écoles. L'enseignement des petits européens doit comprendre une sensibilisation à la cause européenne, sous la forme de visite des institutions à Strasbourg, Luxembourg et Bruxelles par exemple, ou encore d'interventions dans les classes d'hommes et femmes politiques européens. Le manuel d'histoire commun à la France et l'Allemagne édité en 2006 est dans cette perspective un premier pas dans la bonne direction.
- En mobilisant les citoyens dans le débat européen, notamment lors des élections au Parlement européen. Il faut que l'Europe devienne un devoir civique.

En un mot : en créant ce que le philosophe politique allemand Jürgen Habermas appelle l' « espace public européen ». Les compagnies aériennes « low-cost » ont permis déjà à de nombreux Européens de découvrir à bas prix les capitales de la « nouvelle Europe ». Le débat sur la « directive Bolkestein » en France a introduit aussi, même si ce fut de manière négative, l'Europe dans les discussions de comptoir. C'est maintenant plus que jamais à nous, les politiques, de nous engouffrer dans la brèche pour continuer à rendre l'Europe plus « sexy ».

Et au risque de me répéter, je reste plus que jamais persuadée que le Traité constitutionnel européen reste la solution à bien des maux des citoyens et des politiques européens. Le plan « B » n'ayant pas encore dévoilé ses mystères, il est la seule réponse pour obtenir une meilleure légitimité démocratique, ainsi que de plus grandes efficacité et transparence européennes.